

La stabilité de l'Égypte remise en cause

Les révoltes, inédites, montrent le mécontentement à l'égard du régime. Pour en éviter d'autres, il devrait revoir sa politique économique et de sécurité, ce qui semble improbable.

Ricard González

Après plusieurs mois éloignée des grands titres et des unes de la presse internationale, l'Égypte a retrouvé fin septembre un espace entre les nouvelles les plus importantes des actualités. Et ce, en raison des manifestations anti-gouvernementales qui ont éclaté, inédites de par leur volume depuis les cinq dernières années, au cours desquelles le régime dirigé par le maréchal Abdelfattah al Sissi a contrôlé d'une main de fer l'espace public. Le gouvernement a réussi à étouffer rapidement les protestations grâce à une intense campagne de répression, mais cet incident a servi à remettre en question l'image de stabilité que le régime s'est efforcé de projeter après la turbulente période post-révolutionnaire, afin d'attirer le soutien des chancelleries occidentales. L'Égypte sera-t-elle un pays stable et sûr au cours du prochain lustre ?

Ces manifestations inattendues ont eu lieu dans la nuit du vendredi 20 septembre et elles ont été convoquées par Mohamed Ali, constructeur et acteur amateur égyptien, exilé en Catalogne depuis l'été dernier, dont les vidéos dénonçant la corruption au sommet de l'armée publiées dans les réseaux sociaux sont devenues virales. Dans les heures qui ont précédé les manifestations, la plupart des analystes se montraient sceptiques quant à la capacité de convocation d'un homme d'affaires obscur ayant travaillé pendant 15 ans avec l'armée avant de devenir dissident et qui était un parfait inconnu un mois auparavant. Au cas où les forces de sécurité ont été déployées dans le centre du Caire et, en particulier, à proximité de la place Tahrir. Malgré tout, il y a eu bien des manifestations ce soir-là et, quelques minutes plus tard, des vidéos tournées avec des téléphones portables dans lesquelles des groupes de jeunes scandaient des slogans contre le régime et son président circulaient déjà comme la poudre sur les réseaux sociaux. La chaîne Al Jazeera, hostile au gouvernement égyptien, en arrivait à diffuser une émission spéciale la nuit même, reproduisant encore et encore les images des manifestations anti-Sissi.

Selon les témoignages de journalistes et activistes présents, les actes protestataires, apparemment spon-

tanés, n'ont pas rassemblé de grandes foules, mais plutôt des centaines, ou tout au plus quelques milliers de personnes, aux différents endroits où ils ont eu lieu. Les principales manifestations se sont produites à proximité de la place Tahrir, dans le centre d'Alexandrie et de Suez, ainsi que dans les villes de Mansourah, Mahalla al Koubra et Damiette. Les plus surprenantes ont sans doute été les concentrations près de Tahrir, car il s'agissait d'une zone prise par les forces de sécurité. Au bout de quelques minutes, la police a dispersé les manifestants et procédé à des dizaines d'arrestations. Dans les autres lieux, où la présence policière était moindre, les manifestations ont duré plus longtemps. Or, au petit matin, la police avait déjà repris le contrôle de l'espace public.

Fort de son succès, Ali a lancé un nouvel appel aux manifestations depuis son exil en Catalogne pour la semaine suivante, le 27 septembre. Cependant, cette fois-ci, il n'y a guère eu que quelques débuts de protestations dans les quartiers périphériques du Caire tels que Helwan ou Warraq. Le déploiement des forces de sécurité dans tout le pays était imposant. Le même jour, le régime a fait montre de force lors d'un rassemblement de soutien au maréchal Al Sissi, organisé dans le quartier cairote de Nasser City auquel ont participé des milliers de personnes.

La journée a été précédée d'une vaste campagne d'intimidation et d'arrestations qui ne se limitait pas aux personnes ayant assisté aux manifestations, ce qui a probablement découragé l'organisation de nouvelles protestations. Parmi les détenus figuraient l'avocate et activiste alexandrine Mahienour el Masry, ainsi qu'Abdel Aziz al Hussein, vice-président du parti d'opposition Karama, de tendance nassérienne.

De plus, la police a procédé à des contrôles aléatoires dans la rue, notamment à la confiscation de téléphones portables pour visionner le contenu des messages et conversations échangés sur les réseaux sociaux. Si du matériel contraire au régime était trouvé, y compris les vidéos d'Ali, la police procédait à l'arrestation du propriétaire de l'appareil. Selon l'ONG Egyptian Commission for Rights and Freedoms, au moins 4 300 personnes

Égypte : indicateurs de pauvreté

Variation annuelle en %

	2016	2017	2018	2019e	2020p	2021p
Croissance du PIB à prix constant du marché	4,3	4,2	5,3	5,6	5,8	6,0
Consommation privée	4,7	4,2	1,1	0,7	2,0	2,5
Dépenses publiques	3,9	2,5	1,7	2,4	5,0	2,5
Formation brute de capital fixe	11,9	11,9	16,4	13,7	14,8	16,0
Exportations de biens et services	-15,00	86,00	32,2	1,2	6,5	8,5
Importations de biens et services	-2,2	52,5	11,3	-7,5	0,5	3,5
Croissance réelle du PIB à prix constant des facteurs	2,3	3,6	5,2	5,6	5,8	6,0
Agriculture	3,1	3,2	3,1	3,0	3,0	3,0
Industrie	0,8	2,1	6,4	7,5	6,4	6,8
Services	3,2	4,6	5,0	5,0	6,0	6,0
Inflation (IPC)	10,2	23,3	21,6	13,9	11,0	10,0
Balance de compte courant (% du PIB)	-6,0	-6,1	-2,4	-2,6	-2,6	-2,6
Investissement étranger direct net (% du PIB)	2,0	3,3	3,0	2,1	2,3	2,7
Solde fiscal (% du PIB)	-12,5	-10,9	-9,7	-8,3	-7,5	-7,0
Taux international de pauvreté (\$1,9 en 2011 APP)^{a,b}	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	
Taux d'extrême pauvreté (\$ 3,2 en 2011 PPA)^{a,b}	15,9	15,7	15,8	15,8	15,7	15,7
Taux de pauvreté moyenne (\$5,5 en 2011 PPA)^{a,b}	61,0	60,2	60,4	60,5	60,2	60,0

Calculs basés sur 2012-HleCS et 2015-HleCS. Données réelles : 2015. Projection actualisée : 2016-2018. Prévisions de 2019 à 2020

(b) e : estimations, p : prévisions

Source : Banque Mondiale, Poverty & Equity and Macroeconomics, Trade & Investment Global Practices.

ont été arrêtées dans les jours qui ont suivi les manifestations.

Les racines du mécontentement

En perspective, la couverture médiatique des manifestations peut sembler exagérée. Les défenseurs du régime n'ont jamais cessé d'affirmer que le volume des manifestants était dérisoire par rapport à la population du pays arabe, qui dépasse déjà les 100 millions d'habitants. Toutefois, la protestation dans les rues, qui ne demandait pas des réformes mais la démission d'Al Sissi, a été pertinente pour deux raisons. D'abord, parce qu'il n'y avait pas eu de protestations de cette ampleur depuis que le régime a mis fin aux manifestations organisées par les Frères musulmans après le coup d'État de 2013, dont certaines avaient fait des dizaines de victimes après avoir tiré sur la foule. Deuxièmement, parce que les manifestants savaient que les probabilités d'être arrêtés, brutalement torturés et condamnés à de longues peines de prison étaient élevées, comme cela est arrivé à des milliers de personnes ces dernières années. Et malgré ce coût personnel élevé, plusieurs milliers de personnes l'ont assumé, ce qui suggère que le mécontentement à l'égard du régime d'Al Sissi est profond et partagé par de larges couches de la population, débordant le périmètre d'une opposition très affaiblie. Mais, comme d'habitude, la propagande du régime a attribué les protestations à son ennemi préféré : les Frères musulmans.

Selon de nombreux témoignages, le profil dominant parmi les participants était celui de très jeunes hommes, certains adolescents, et la grande majorité d'entre eux avaient moins de 30 ans. En d'autres termes, ce sont des gens qui étaient enfants au moment de la révolution de 2011, et dont la conscience politique n'était pas encore éveillée au moment du coup d'État. Par contre, la génération qui a participé à la révolte qui a forcé la chute de Hosni Moubarak est en prison, en exil ou déprimée dans ses foyers. En conclusion, il ne semble pas que les actes de protestation aient été guidés par l'opposition.

Dans un pays sans espace pour un véritable débat public, avec les mass-médias contrôlés – ou même possédés – par les services de renseignement, avec des dizaines de milliers de prisonniers politiques, et où la simple conduite de sondages non autorisés par le gouvernement est passible de longues peines de prison, il est difficile de prendre le pouls de l'opinion publique. Ce contrôle étouffant de la société par les forces de sécurité et de renseignement explique une partie du malaise populaire. Après les manifestations, même plusieurs personnalités proches du régime, dont le président du Parlement, Ali Abdel Aal, ont suggéré la nécessité d'assouplir la répression et d'élargir la marge de manœuvre des partis légaux de l'opposition. Leurs déclarations se sont produites quelques jours avant que l'intention d'Al Sissi de geler l'activité parlementaire ne soit divulguée à la presse tandis que les services de renseignement recrutaient de nouveaux cadres pour les présenter aux prochaines élections législatives.

La réaction du régime va donc à l'encontre de la direction proposée par Abdel Aal : un contrôle encore plus strict de la scène politique.

En tout état de cause, la racine la plus profonde de l'agitation populaire est probablement la situation socio-économique du pays. La mise en œuvre d'un plan d'ajustement structurel rigoureux, approuvé par le Fonds monétaire international en 2016 en échange d'une aide de 12 milliards de dollars, a appauvri la classe moyenne en déclin et augmenté les difficultés des classes plus pauvres pour survivre. Selon un rapport du gouvernement lui-même, la pauvreté en Égypte a augmenté de 5 % au cours des deux dernières années pour atteindre presque un tiers de la population. Cependant, le chiffre réel pourrait être encore plus élevé, car l'étude situe le seuil de pauvreté à un revenu relativement bas – 45 dollars par mois – d'autant plus que, pendant quelques mois de l'année 2017, l'inflation a dépassé le 30 % en raison de la forte dévaluation de la livre égyptienne l'année précédente. Au cours de cette période, le gouvernement a réduit les subventions à l'électricité, au transport et à l'essence, entre autres, et augmenté les impôts indirects.

Bien que la facture ait été lourde pour des millions d'Égyptiens, les mesures ont atteint leur principal objectif : améliorer les indicateurs macroéconomiques du pays. En 2018, le déficit public s'élevait à 8 % du PIB après avoir atteint 13 % en 2013, les réserves de devises ont triplé en seulement deux ans, l'inflation est passée en dessous de 5 %, le taux de chômage officiel est de seulement 7,5 % et l'on prévoit une croissance économique pour cette année de 5,8 %.

Or, même la Banque mondiale, qui a applaudi le plan d'ajustement, reconnaît que ces chiffres brillants cachent une réalité plus décourageante. Par exemple, 39 % des Égyptiens en âge de travailler sont sans emploi. De plus, les salaires sont si bas que le fait d'avoir un emploi n'est pas synonyme d'échapper à la pauvreté. De ce fait, la croissance économique s'est concentrée dans les secteurs à forte intensité de capital, comme l'énergie, qui ne génèrent pas une croissance inclusive. Afin d'améliorer le niveau de vie de millions de personnes, le secteur privé devrait croître davantage et créer des millions d'emplois. Toutefois, son développement est entravé par la concurrence déloyale du dynamique réseau d'affaires de l'armée, qui ne paie pas d'impôts et bénéficie souvent de la main d'œuvre gratuite des jeunes recrues effectuant leur service militaire.

En attente du prochain éclatement ?

Face à ce sombre panorama marqué par la pénurie, il n'est pas surprenant que les révélations de Mohamed Ali sur le luxe démesuré dans lequel vivent les généraux égyptiens grâce à leurs pratiques corrompues aient éveillé l'indignation d'une bonne partie de la population égyptienne. Tout indique que la légitimité du régime est de plus en plus remise en cause et que seule une minorité de la population maintient son

soutien. Cependant, la nature éphémère des protestations suggère qu'à court terme, il n'existe aucun danger existentiel pour la survie de la dictature militaire.

Mohamed Ali ne représente pas une alternative au régime actuel et il n'a ni la capacité ni les moyens d'articuler un mouvement d'opposition solide. Le fait que les Égyptiens aient cru en la véracité de ses accusations ne signifie pas qu'ils le voient comme un leader pour l'avenir. De ce fait, il est très probable que cet homme d'affaires d'origine modeste, qui s'est bâti seul et sans aucune expérience politique, disparaisse bientôt de la scène politique égyptienne. Conscient du risque de tomber dans l'insignifiance, un mois après les manifestations, il a donné une série d'interviews à divers médias internationaux où il annonçait la préparation de nouvelles actions de protestation, mais cette fois-ci de nature différente pour éviter le coût élevé de la répression.

Plutôt que de marquer le début d'une révolution, les manifestations représentent un sérieux avertissement au gouvernement pour l'avenir. Tôt ou tard, une génération apparaîtra qui ne sera pas marquée par la désillusion de la révolution, ni par la répression traumatique qui a suivi le coup d'État. Et si aucun espoir d'un avenir meilleur n'est perçu, elle sortira à nouveau dans la rue. Mais la prochaine fois, ce ne seront pas quelques milliers, mais des dizaines ou des centaines de milliers, de sorte que le degré de violence nécessaire pour les disperser sera beaucoup plus grand. À long terme, la répression ne peut pas être le seul moyen de subsistance d'un système politique. Le succès, bien qu'éphémère, de quelqu'un avec le profil d'Ali, un garçon de quartier astucieux et bravache, sans éducation supérieure ni idéologie connue, peut constituer un augure sur la nature de la prochaine insurrection, plus violente et moins idéologisée que celle de 2011. En fait, certains intellectuels du pays craignent depuis des années une « révolution de la faim » qui pourrait conduire à un bain de sang et au chaos face à un État en déliquescence.

Jusqu'à ce que le prochain épisode survienne, le régime dispose de quelques années pour construire un pays plus prospère et moins autoritaire, ou du moins avec quelques soupapes institutionnelles pour canaliser la frustration accumulée. Toutefois, cela nécessiterait un virement à 180 degrés de sa politique économique et de sécurité, ce qui est très improbable. Un changement de cette nature élargirait sa base de soutien au sein de la population, mais menacerait de lui aliéner les pouvoirs factuels sur lesquels il s'est appuyé. Si l'on ajoute à cela une croissance démographique effrénée, il est difficile d'être optimiste quant à l'avenir de l'Égypte. Peut-être que le régime pourra bientôt récupérer cette image de stabilité qui lui permet de gagner le soutien des pays occidentaux effrayés par l'effondrement de l'État et par une hypothétique vague de migrants en direction des côtes européennes. Mais que personne ne s'y trompe, il s'agira d'une stabilité fragile et fautive, toujours sujette à ce que les expressions de la colère populaire ne réussissent à se faufiler, d'une manière ou d'une autre, entre les mailles de l'État policier. ■